

## TRANSPORT FERROVIAIRE

## Remettre la SNTF sur les rails

Le directeur général de la Société nationale des Transports ferroviaires, M. Mourad Benameur, a présenté, hier, le nouveau programme de développement de son entreprise. Intervenant lors d'une journée d'étude parlementaire organisée par le Conseil de la nation, il a indiqué que ce plan de sauvetage permettra à la SNTF de multiplier ses capacités de transport.

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - C'est un constat sans complaisance qu'a dressé le directeur général de la Société nationale des transports ferroviaires.

«En dépit du plan d'assainissement mis en œuvre en 2005, la SNTF est totalement déstructurée», a reconnu M. Mourad Benameur, lors de son intervention, hier, au Conseil de la nation.

Les chiffres qu'il a présentés sont éloquentes. «Au cours de l'année 1990, la SNTF a transporté 53,7 millions de voyageurs et 12,4 tonnes de fret.

En 2008, nous n'avons transporté que 25 millions de voyageurs et 6,2 tonnes de fret.

Globalement, on estime que l'entreprise a perdu près des deux tiers de sa clientèle», a-t-il expliqué. Sur le plan financier, la

SNTF est au bord de l'étouffement. A titre indicatif, le bilan de l'année 2008 fait ressortir un déficit de 6,5 milliards de dinars alors que l'endettement est estimé à plus de 54 milliards de dinars.

Pour faire face à cette situation, les autorités publiques ont élaboré un véritable plan de sauvetage.

Ce programme de développement qui s'étale de 2009 à 2013 prévoit plusieurs actions : la remise en état du matériel roulant existant, l'acquisition de nouveaux matériels, le réajustement des tarifs de transport ainsi que la mise à niveau des infrastructures.

Pour ce qui est du soutien financier, l'Etat a décidé de geler le découvert bancaire jusqu'en 2013 et prolonger les délais de



Un plan de sauvetage a été élaboré.

remboursement des crédits d'acquisition sur une période de 40 ans.

«Ce programme de développement a été adopté en conseil interministériel le 7 juin dernier. Un second conseil se tien-

dra prochainement pour réexaminer les montants des subventions annuelles allouées à la SNTF.»

Selon les prévisions, la Société nationale des transports ferroviaires devrait augmenter consi-

dérablement ses parts de marché au terme de ce programme.

«En 2013, nous prévoyons d'atteindre l'objectif de 84 millions de voyageurs, soit une progression de 240 %. Cela peut

sembler irréalisable, mais nous tablons essentiellement sur le développement du transport ferroviaire dans la banlieue d'Alger qui devrait être de 60 millions de voyageurs», a expliqué M. Mourad Benameur.

Pour ce qui est du fret, la SNTF devrait doubler ses capacités avec 13 millions de tonnes en 2013.

M. Mourad Benameur a également annoncé une amélioration du service offert aux voyageurs. «Nous sommes conscients que le service n'est pas à la hauteur de la demande.

Nous comptons y remédier. Cela sera également valable pour la gestion de la durée des parcours.

Ainsi, en 2012, la durée du trajet sur la ligne Alger-Constantine sera de 3 heures 50 au lieu de 6 heures et celle d'Alger-Annaba de 5 heures 30 au lieu de 10 heures 15 actuellement.»

T. H.

## SOUTIEN AUX ENTREPRISES NATIONALES

## La CAP adhère à la démarche gouvernementale

La Confédération algérienne du patronat (CAP) affirme son adhésion totale à la démarche gouvernementale de soutien aux entreprises nationales.

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Selon son président, Boualem M'Rakech, qui a animé, hier, un point de presse, la CAP «se félicite» des mesures de soutien financier et fiscal décidées à travers le projet de loi de finances complémentaire pour 2009.

Tout en attendant des éclaircissements sur ces mesures, Boualem M'Rakech estime que «c'est la première fois» que le gouvernement accorde son soutien aux entreprises.

Ce qui répond à la doléance, maintes fois exprimée par cette organisation patronale, également favorable aux nouvelles instructions gouvernementales régissant le commerce extérieur et l'investissement étranger, qu'il faut soutenir l'entreprise et contribuer, ainsi, au développement du pays.

D'autant, selon le conférencier, que «l'entreprise algérienne est faible. Elle n'a pas atteint ses capacités réelles», en matière d'action.

Et que si l'ouverture économique et la libéralisation sont de mise, l'en-

treprise algérienne doit bénéficier d'un environnement propice. Abordant la coopération algéro-européenne, Boualem M'Rakech a déploré l'absence d'équilibre de la balance commerciale.

Voire, tirant une fois de plus l'alarme, le président de la CAP a estimé que les secteurs industriels et du textile ont perdu respectivement 11% et 17% de points de croissance du fait de l'importation provenant de la zone européenne.

Quant au pacte économique et social, conclu voilà trois ans, le président de la CAP a laissé entendre qu'il n'a pas encore été bien appliqué. Evoquant la prochaine réunion tripartite (gouvernement, patronat et Centrale syndicale), Boualem M'Rakech a indiqué que la CAP s'y prépare.

S'il a reconnu qu'il y a un problème «incontestable» de pouvoir d'achat, ce responsable patronal a, néanmoins, conditionné les revalorisations salariales escomptées par davantage de visibilité, mais également la conjugaison de plusieurs fac-



Photo : DF

teurs. Soit, notamment, l'amélioration de la productivité par la formation qualifiante, les moyens propres de l'entreprise, l'évolution

des carrières professionnelles et l'évolution de l'inflation sur la base d'indices annuels.

C. B.

## La CAP crée un conseil d'éthique d'entreprise

La Confédération algérienne du patronat (CAP) va créer un conseil d'éthique de l'entreprise.

Une instance destinée, selon le président de la CAP, Boualem M'Rakech, à aider les entreprises à mieux appliquer les dispositions légales et réglementaires régissant le droit du travail et le commerce.

C. B.

CRÉATION DE LA  
MUTUELLE AGRICOLE  
Rachid Benaïssa  
approuve

Le Crédit mutuel rural est «presque une nécessité» pour le secteur de l'agriculture. C'est ce qu'a annoncé Rachid Benaïssa, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, hier à Alger, lors de la clôture de l'atelier sur le Crédit mutuel rural en Algérie.

Ainsi, la transformation statutaire de la CNMA Banque/Spa en institution financière à caractère mutuel a été décidée.

Cette institution aura un capital social de 2,5 milliards de dinars. Une mesure qui reste conforme à l'article 83 de l'ordonnance 03/11 relative à la Monnaie et au crédit et à la loi d'orientation agricole.

Approuvant les conclusions et les recommandations de cet atelier, Benaïssa a appelé à créer la mutualité. «Il faut que la mutualité se crée et que les représentants du métier s'impliquent», déclare Rachid Benaïssa. Mais, ajoute-t-il, «il faut que les deux activités de la caisse mutuelle, assurance et crédit, soient bien clarifiées».

Le ministre, qui était pour la réhabilitation et l'encouragement du réseau coopératif, a ajouté «il faut œuvrer pour que les ressources des agriculteurs soient mises en mutualité».

Il rappelle que la mutualité est une institution professionnelle pour assurer toute opération d'assurance, de réassurance et de crédit, à partir des ressources des agriculteurs cotisants. Pour ce, les propositions vont être étudiées par les institutions concernées, le ministère des Finances et la Banque d'Algérie. Quant à son lancement, il interviendra avant le début de l'année agricole, si les obstacles sont levés, selon Rachid Benaïssa.

Par ailleurs, le ministre a souligné qu'afin de renouveler le parc agricole, 500 nouvelles moissonneuses-batteuses ont été commandées.

Rym Nasri